



Séance ordinaire du mardi 19 décembre 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le dix neuf décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Florence AUBY, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Patricia MIRALLES, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvon PELLET, Eric PENSO, René REVOL, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Tasname AKBARALY, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Alenka DOULAIN, Marie MASSART, Clothilde OLLIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Sécurisation du stationnement vélo au sein du parking de la gare Saint-Roch - Convention de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Etat - Approbation - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

La Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) de décembre 2019 vise à transformer en profondeur la politique des mobilités, avec une priorité donnée aux transports du quotidien afin de les rendre plus faciles, moins coûteux et plus propres.

Le décret d'application n°2021-741 du 8 juin 2021 relatif au stationnement sécurisé des vélos en gare détermine les gares soumises à l'obligation d'équipement de stationnements sécurisés pour les vélos, ainsi que le nombre et les caractéristiques des équipements. Ce décret fixe le nombre de places de stationnement vélo sécurisé dont doit disposer la gare Saint-Roch à 390.

Selon la définition retenue, une place de stationnement vélo est définie comme sécurisée lorsqu'elle :

- Comporte des dispositifs fixes permettant de stabiliser et de fixer chaque vélo par le cadre et au moins une roue ;
- Bénéficie soit :
 - D'une surveillance par une personne présente sur les lieux ;
 - D'une vidéo-surveillance ;
 - D'un système de fermeture sécurisée ;
- Est située dans un lieu couvert et éclairé.

Après investigation, la SNCF a exposé à l'Etat et à la Métropole l'absence de solution technique satisfaisante sur son emprise foncière, qu'il s'agisse des parvis côté Pont de Lattes ou Pont de Sète. Ce dernier est d'ailleurs impacté par une opération de renouvellement urbain et de réaménagement de l'espace public qui dissuade le positionnement de nouveau mobilier urbain, source d'encombrement de la circulation pour les usagers. Aussi, dans cette configuration technique, comme le prévoit L.1272-4 du Code des transports, la SNCF se tourne vers l'Autorité Organisatrice des Mobilités pour identifier des emplacements de substitution. La réalisation des études et aménagement est alors organisée dans une convention partenariale et financière.

Le stationnement sécurisé vélo étant l'un des piliers centraux du système vélo, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité proposer une solution à la hauteur de l'enjeu sur le site de la gare centrale de Montpellier et desservi par l'anneau vélo en cours de réalisation. Aujourd'hui, le parking Saint-Roch, exploité par la TaM, offre déjà 260 stationnements sécurisés pour les vélos (au sens de la LOM) ce qui porte à 130 le nombre de stationnements à créer. Ces créations étant envisagées dans l'intérêt mutuel de l'Etat, de la SNCF et de la Métropole qui réalise et exploite ce service, une convention de financement doit être établie entre l'Etat et la Métropole.

Afin de proposer une offre complète, qualitative, cohérente et attractive pour ces 390 places de stationnement vélo dans le parking Saint-Roch, la Métropole propose de réaliser une étude préalable visant à :

- Concevoir l'offre qualitative avec des prescriptions en matière d'organisation, de service, de signalétique, d'accès et d'attractivité ;
- Proposer de premières orientations à l'aide d'un benchmark après avoir réalisé le diagnostic ;
- Concevoir des scénarios d'aménagements et d'identité visuelle ;
- Traduire le scénario retenu en cahier des charges opérationnel à l'attention du Maître d'ouvrage délégué (TaM) qui gère et exploite le parking.

Il s'agira de considérer des places de stationnement de courte, moyenne et longue durée afin de satisfaire aux différents besoins des usagers.

En conséquence, il est proposé que les financements prévus par l'Etat au titre de la création des 130 places supplémentaires, à raison de 1 805 € par place de stationnement réalisée, soit 234 650 €, soit intégrés à cette opération plus ambitieuse portée par la Métropole. A ce jour, l'opération peut être estimée à environ 390 000 €, un montant que l'étude préalable et la définition du programme de travaux viendra affiner.

Ainsi, grâce à cette offre nouvelle quantitative mais surtout qualitative du stationnement vélo, c'est un véritable outil au service de l'intermodalité vélo / train qui sera créé pour faciliter le report modal de la voiture vers le train et le vélo et amorcer sous un nouvel angle le changement d'habitude et la création de nouveaux services associés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et la DREAL prévoyant des financements à hauteur de 234 650 € ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/12/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 30 décembre 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20231219-254547-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/12/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20231219_CFi-3M-Dreal_stationnement-velo-Mtp-StRoch.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.